

Des manifestantes pour la liberté de culte et contre l'"islamophobie", le 10 novembre 2019 à Paris, revendiquent aussi leur amour de la France. Benjamin Mengelle / Hans Lucas via AFP

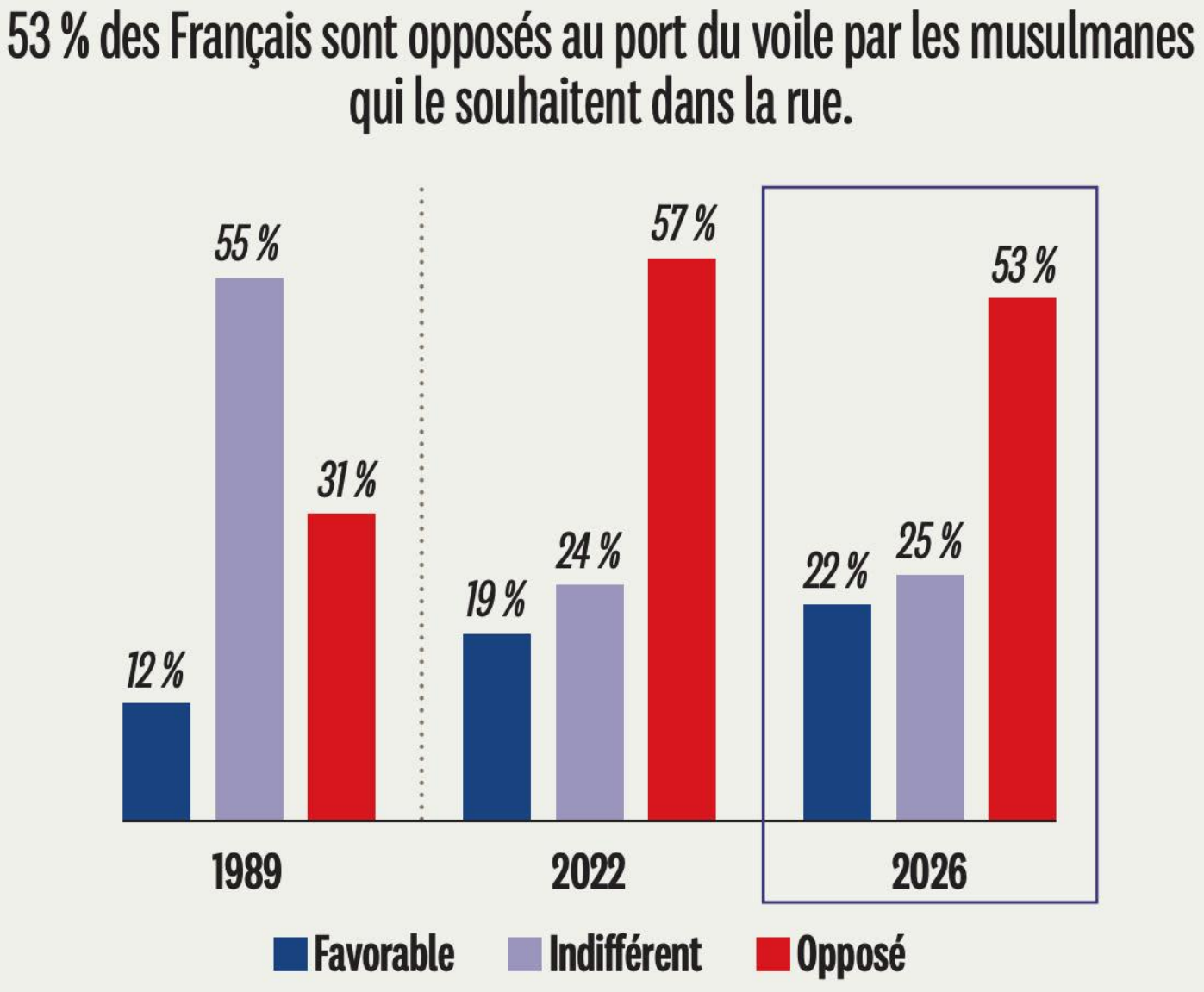
Les signes d'un chaos annoncé

SONDAGE EXCLUSIF. Un Islam qui inquiète, une laïcité à défendre : les enseignements de notre étude choc. Par Hadrien Mathoux. Publié le 14/10/2026 à 16:00

L'étude réalisée par l'Ifop en exclusivité pour « Marianne » révèle que les enjeux de visibilité religieuse et de discriminations placent la société française sous tension comme rarement, à quelques mois de l'élection présidentielle.

Depuis le tournant des années 1980, l'influence des thèmes identitaires n'a jamais cessé de croître dans la société française. La question de l'islam, religion en progression, visible, et dont les principes, lorsqu'ils sont suivis à la lettre, font naître un certain nombre de tensions au sein d'une République sécularisée comme la France, a notamment joué un rôle central pour redéfinir les clivages menant les acteurs politiques majeurs à se positionner autour de ces enjeux.

Marine Le Pen a construit une bonne part de son succès électoral sur l'opposition à l'islamisation de la société française, pendant que Jean-Luc Mélenchon, jetant au feu ses oripeaux de gardien intransigeant de la laïcité, se pose comme rempart face aux discriminations dont les musulmans font l'objet. Entre ces deux postures, une mosaïque de positionnements plus ou moins accommodants, plus ou moins fermes.



Bien sûr, nul ne prétend que la prochaine élection se jouera uniquement sur la question du voile islamique, surtout en ces temps de crise économique, d'explosion des prix du carburant et de péril sur la dette. Mais parce que ce sujet reste incontournable à l'âge identitaire dans lequel nous vivons, il importe plus que jamais de prendre la mesure de l'opinion des Français. Ce thermomètre de la société à l'instant T, Marianne vous le propose par l'entremise de l'Ifop, institut de sondage de référence, qui a réalisé son enquête auprès d'un échantillon de 9 689 personnes, représentatif de la population française. En voici les principaux enseignements.

Un islam visible… et qui inquiète

Simple vêtement sans signification pour les plus naïfs, symbole de défi à la société française pour les plus hostiles, le voile islamique est devenu un enjeu central dans le débat public national. En témoigne l'avalanche de propositions émanant de tout le flanc centre et droit du spectre politique pour le restreindre – de l'interdiction du port de l'abaya au collège et au lycée souhaitée par Gabriel Attal à la mesure massue de Marine Le Pen : l'interdiction du port du voile dans l'espace public pour les femmes de tous âges, soumise à référendum.

Verdict incontestable de notre étude : il existe une majorité nette, au minimum à 60 %, en faveur de toutes ces mesures de lutte contre le hijab. « Le rejet de la visibilité de l'islam n'est pas l'apanage des électeurs d'extrême droite, c'est un thème qui recueille également le soutien de la droite, du centre, et même du centre gauche, commente François Kraus, directeur adjoint du département "Opinion" de l'Ifop. C'est La France insoumise et ses électeurs qui sont isolés politiquement sur ce sujet. »

VOILE : L'ADHÉSION AUX IDÉES DES CANDIDATS

	FRANÇAIS FAVORABLES	DONT...
Interdire le port des abayas, qamis et djellabas dans les collèges et lycées publics. Proposition de *Gabriel Attal*	75%	**37%** chez les électeurs déclarant voter Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle.
Interdire le port du voile islamique dans l'espace public aux filles de moins de 15 ans. Proposition de *Gabriel Attal*	72%	53% des personnes se déclarant « très féministe ».
Interdire le voile islamique dans les universités, les sorties scolaires, les fédérations sportives et les bâtiments publics. Proposition de *Marine Le Pen*	69%	**39%** des membres de la génération Z.
Interdire le port de signes religieux ostensibles lors des compétitions sportives. Proposition de *Bruno Retailleau*	72%	82% chez les électeurs déclarant voter Raphaël Glucksmann à la présidentielle.
Soumettre à référendum l'interdiction du port du voile islamique aux femmes de tout âge dans l'espace public Proposition *Marine Le Pen*	**60%**	26% des musulmans.

La promesse de Mathilde Panot, députée LFI, de réautoriser l'abaya en cas de victoire de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle est ainsi à mettre en contraste avec l'opinion de 75 % des Français, qui soutiennent l'interdiction de ce vêtement traditionnel islamique à l'école. Ils ne sont que 37 % parmi les électeurs déclarés de Mélenchon, mais 88 % chez les partisans de Raphaël Glucksmann.

Ce soutien aux mesures de restriction s'accompagne d'une réprobation générale contre le hijab : un peu plus de la moitié des Français sondés se déclarent ainsi « *opposés* » au « *port du voile pour les musulmanes qui le souhaitent dans la rue* ».

Un chiffre qui illustre l'exigence majoritaire de discrétion quant à ses opinions religieuses dans l'espace public, un principe qui fera soupirer les défenseurs d'une lecture étroitement juridique de la laïcité, mais tout à fait conforme avec la vision d'une laïcité comme culture française partagée, comme manière d'être en société.

Ce chiffre brut cache, toutefois, deux nuances. Premièrement, l'évolution dans le temps : en 1989, année de l'affaire du voile des collégiennes de Creil, seuls 12 % des Français étaient favorables au port du voile pour les musulmanes dans la rue, tandis que 55 % se déclaraient indifférents et 31 % s'y opposaient.
Signe que le foulard est devenu l'enjeu d'une bataille culturelle et politique, le nombre d'indifférents a fondu à 25 %, alors que ceux qui voient le hijab d'un œil favorable sont désormais 22 %.

La fracture générationnelle est l'autre élément qui frappe. Alors que 6 % seulement des boomeurs sont favorables au port du voile dans la rue et que 72 % s'y opposent, les membres de la génération Z, nés après 1997, sont 56 % à y être favorables et 18 % à s'y opposer. « *Les jeunes générations sont en rupture avec le reste de la population sur cette question du port du voile dans l'espace public*, constate François Kraus. *Les Français sont laïcistes, majoritairement hostiles à la visibilité de la religion dans la sphère publique, mais la vision multiculturaliste est hégémonique chez les jeunes.* »

Un tel décalage de perception entre générations pourrait difficilement ne pas avoir de conséquences à moyen terme, estime le sondeur : « *Le quasi-consensus autour de la laïcité et du voile va nécessairement s'effriter si les vingtenaires d'aujourd'hui conservent leur matrice. Aujourd'hui, la vision "inclusive" du fait religieux, désormais portée par Jean-Luc Mélenchon, a acquis une forme d'hégémonie culturelle dans la génération Z.* »

Ainsi qu'au sein du mouvement féministe, où « *la victoire idéologique des néoféministes intersectionnelles paraît quasi complète, et la déroute du féminisme universaliste, totale* » : plus on se déclare féministe en 2026, plus on prend des positions favorables au voile.

Comment défendre la laïcité ?
Si le hijab a tendance à monopoliser les débats, les questions relatives à la laïcité portent également sur d'autres enjeux : développement de l'école laïque, abrogation du concordat en Alsace-Moselle, voire interdiction du port de la kippa dans la rue, ainsi que l'a récemment évoqué Éric Zemmour sur BFMTV.

L'ensemble des propositions, que l'Ifop a soumis à son panel sans préciser quelle personnalité en était à l'origine, révèle un soutien majoritaire des Français aux mesures de renforcement de l'arsenal juridique laïque… avec, là encore, quelques surprises lorsque l'on examine en détail.

LAÏCITÉ : L'ADHÉSION AUX IDÉES DES CANDIDATS

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	MEMBRES DE LA GÉNÉRATION Z	MUSULMANS	ÉLECTEURS DE JEAN-LUC MÉLENCHON
Interdire tous les financements publics d'édifices religieux, d'activités cultuelles ou d'établissements confessionnels. Proposition de *Jean-Luc Mélenchon*	64%	38%	30%	49%
Créer un délit d'« entrisme islamiste ». Proposition de *Bruno Retailleau*	74%	51%	35%	47%
Interdire les organisations islamistes liées aux Frères musulmans. Proposition de *Marine Le Pen*	80%	54%	48%	56%
Interdire le port de la kippa dans la rue. Proposition de *Éric Zemmour*	58%	44%	27%	27%

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, qui souhaite mettre fin au Concordat, garantir l'accès à une école publique dans chaque commune ou encore abroger les statuts spécifiques en vigueur dans les outre-mer, se trouve majoritairement soutenu par l'opinion, mais rejeté… par son propre électorat.

« ***Les électeurs insoumis semblent devenus hostiles à toute forme de mesure pro-laïcité, comme si elles étaient automatiquement perçues comme potentiellement "islamophobes"*** », note François Kraus.

Autres points notables : la création du délit d'entrisme islamiste, une proposition de Bruno Retailleau, et l'interdiction des organisations islamistes liées aux Frères musulmans, volonté de Marine Le Pen, sont largement soutenues, voire plébiscitées par les électeurs de gauche, alors que leurs représentants ont fait bloc pour s'opposer à ces mesures.

L'interdiction du port de la kippa est soutenue par les catholiques (67 %) et les athées (59 %), mais rejetée par les trois quarts des musulmans, lesquels montrent dans leurs réponses une forme de cohérence en défendant la visibilité du fait religieux, peu importe la confession concernée.